

À la veille du Sommet de Nice, les chefs d'Etat du Cameroun et de la France semblent sur la même longueur d'onde. Paul Biya indiquait ainsi, lors de la clôture de la conférence Africa 21 à Yaoundé : « Il est temps de dire aux Africains qu'ils ont les moyens d'une véritable renaissance » alors que Nicolas Sarkozy confiait dans une récente interview : « Ma conviction, c'est que nous sommes à un tournant historique en Afrique ».

LE CAMEROUN, LOCOMOTIVE DE L'AFRIQUE CENTRALE

La France, premier partenaire du Cameroun

Malgré l'arrivée de nouveaux acteurs, la France reste le premier partenaire économique du Cameroun.

Le président Paul Biya, comme à son habitude, est l'un des hôtes du Sommet Afrique-France. Sa fidélité à ce rendez-vous entre Paris et ses partenaires africains rend compte de l'étroitesse de la coopération entre le Cameroun et l'Hexagone.

La visite du Premier ministre François Fillon en mai 2009, la participation du ministre de la Coopération Alain Juyandet et du ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer Jean-Louis Borloo à la commémoration du cinquantième de l'indépendance camerounaise, les nombreuses rencontres entre les milieux économiques des deux pays en témoignent aussi. Le Cameroun compte environ 160 filiales et 200 entreprises françaises. Ce qui fait de la France le premier investisseur étranger du pays, avec environ 33% du stock d'investissements directs étrangers (IDE). Le Cameroun se situe ainsi parmi les cinquante premiers pays du stock d'IDE français à l'étranger. Il était même parmi les 30 premiers pays d'accueil des flux d'IDE sortant en 2004.

Les investissements français sont toutefois très volatiles d'une année à l'autre. 126 M EUR en 2003, 48 M EUR en 2004 et 18 M EUR en 2005. Entre 2004 et 2005, le Cameroun est ainsi passé du 44^e au 66^e rang des pays bénéficiaires des flux d'investissement français.

Les entreprises françaises qui emploient au Cameroun quelque 30 000 salariés sont surtout présentes dans les hydrocarbures, l'agroalimentaire, le ciment, le bois, le BTP, les télécommunications, la logistique.

Les principales entreprises sont Compagnie fruitière, groupe Vilgrain, groupe Castel, groupe Bolloré dans l'agriculture et l'agroalimentaire, Total et Perenco dans le pétrole, Schneider, Va Tech, Cegelec, CFAO Technologies, Bull pour les équipements électriques et informatiques – fourniture et installation, Lafarge pour le ciment, CFAO pour la distribution, Bolloré et Air France dans la logistique et

les transports, Orange, la téléphonie mobile, Société Générale, Crédit Lyonnais, Banques Populaires, Axa, AGF, Gras Savoye pour les banques et les assurances, Vinci, Bouygues, Razel, Scet, pour le BTP.

Les privatisations dans les secteurs des télécommunications et de l'eau offrent de nouvelles opportunités à la présence française. Les entreprises françaises dominent fortement certains chantiers. Elles ont remporté le tiers des contrats de sous-traitance de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi.

Grands projets

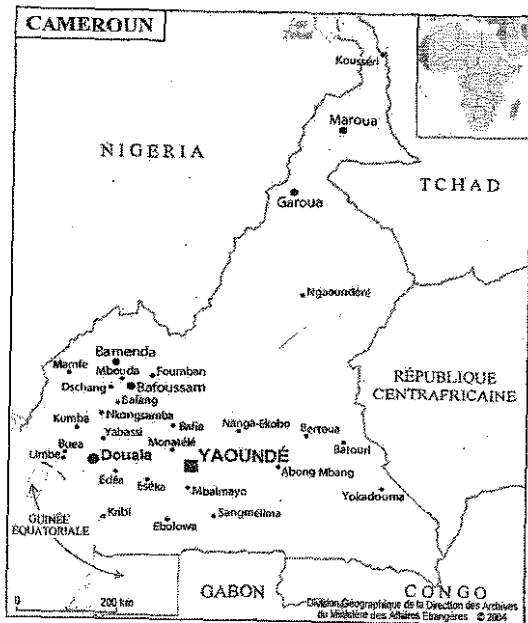
Le Cameroun souhaite aussi l'implication des entreprises françaises dans ses grands projets structurants. Avec des réserves de bauxite à Minim-Martap et à Ngaoundal, estimées à 1,1 milliard de tonnes à 43% de teneur en alumine, et les stocks de Fongo-Tongo, évalués à 60 millions de tonnes, à 47% de teneur en alumine, la compagnie camerounaise d'aluminium (ALUCAM) en constitue un. Son chiffre d'affaires de 149 milliards FCEA (227 millions d'euros) en 2008, soit 3% du PIB du pays en atteste.

En 2006, les échanges commerciaux entre la France et le Cameroun ont dépassé le milliard d'euros. La part de marché française est devenue stable après le recul enregistré pendant la première moitié des années 2000.

ALUCAM veut porter la production annuelle de l'usine d'Édéa de 87 000 tonnes à 360 000 tonnes en trois ans, grâce à la construction de deux nouvelles unités d'électrolyse. Pour la sous-traitance, l'Etat et son partenaire stratégique Rio Tinto veulent compter sur le savoir-faire français. Une réunion a été organisée à cet effet par l'Association pour la création d'une chambre économique franco-came-

rounaise en mai 2008, avec l'aide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon à l'intention des PME/PMI françaises.

La signature entre la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (BICEC) et l'Agence française de développement (AFD) le 8 juillet 2009 d'une convention pour l'Assurance pour le risque des investissements (ARIZ) devrait y aider. Elle permet le partage à 50% du risque entre



la banque et l'AFD pour les prêts consentis aux PME, qui peuvent aller jusqu'à plus de 2,6 milliards de FCFA (4 millions d'euros) par le biais de garanties partielles individuelles. Le montant de l'enveloppe dédiée à cette garantie est de 6,6 milliards FCFA (10 millions d'euros) sur deux ans. Quelque 65 PME de droit camerounaises y sont éligibles, soit environ

BTP

Les BTP offrent également beaucoup de possibilités aux entreprises françaises, déjà très présentes. Le budget 2010 du gouvernement a alloué, pour les seules maintenances et réhabilitations du réseau routier, un montant total de 248,963 milliards FCFA. Le pétrole aussi. La production est en moyenne d'environ 85 000 barils/jour après le pic de 185 000 de 1980. Il a contribué en 2006 pour 9,8% au Produit intérieur brut (PIB) et 50% des exportations, permettant un excédent de la balance commerciale de 336 millions d'euros. En avril 2009, TOTAL a signé quatre nouvelles conventions de recherche (offshore et onshore) et de partage de production pétrolière.

Le deuxième intervenant français du pétrole, Perenco Cameroon qui garantit 11,55% de la production nationale de pétrole brut a décidé d'investir 20 millions de dollars (plus de 9,8 milliards FCFA) dans un programme d'activités de recherche dans le bloc Elombo situé offshore, dans le bassin Douala/Kribi-Campo.

D'autres opportunités s'offrent également aux entreprises françaises. L'exploitation des mines de fer et de bauxite, l'aménagement des ports de Kribi et de Douala, la construction de routes et de lignes de chemin de fer...

Fournisseur

La France est par ailleurs, avec 498 millions d'euros (DREE 2006) d'exportations, le premier fournisseur du Cameroun. En 2006, les échanges commerciaux entre la France et le Cameroun ont dépassé le milliard d'euros. La part de marché française est devenue stable après le recul enregistré pendant la première moitié des années 2000.

11,9% des exportations camerounaises sont absorbées par la France. Elles sont constituées essentiellement de pétrole brut, d'aluminium, de bois, de bananes et de caoutchouc. En 2008, la balance commerciale est devenue déficitaire en raison de la chute de moitié des exportations de pétrole (30% du total) vers l'Hexagone, alors qu'il était excédentaire de 13 millions en 2006.

Le Cameroun investit aussi en France. Les IDE du Cameroun très fluctuants ces dix dernières années, ont été en 2005, de 50 millions d'euros (y compris les bénéfices réinvestis), contre 36 millions en 2004, mais 109 millions en 2003. Ils représentent 0,1% des flux d'IDE entrés en France en 2005. ■

Hance Gueye, Dakar